

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Le Printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

1/3 Impact du Printemps Arabe sur les Politiques culturelles

Par Milena Dragicevic Sestic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter

9 mars 2016

# Le Printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

## 1/3 Impact du Printemps Arabe sur les Politiques culturelles

Par Milena Dragicevic Sesic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter<sup>1</sup>

Depuis 2011, les mouvements citoyens pour la démocratie ont commencé à se développer à travers le monde arabe, particulièrement portés par les associations de la société civile, les artistes et les collectifs artistiques (Printemps arabe). La majorité d'entre eux s'implique depuis dix ans dans différents programmes « capacity building » dans le domaine de la gestion culturelle, organisés par l'organisation culturelle Al Mawred (Ressource culturelle), basée au Caire. L'idée proposée aux chercheurs par Al Mawred était de rassembler des opérateurs culturels dans chaque pays et créer un groupe informel de personnes engagées afin de débattre des solutions pour changer et influencer les politiques culturelles. Cette idée fut bien accueillie dans les différents pays de la région et les premiers rassemblements des professionnels de la culture furent organisés, bénéficiant de financements d'Al Mawred.

L'objectif de ce document est d'évaluer le travail et les résultats obtenus par les groupes nationaux de politiques culturelles propres à chaque pays (nommés « groupes NPC »), particulièrement en ce qui concerne leur impact sur la mise en œuvre de programmes politiques et l'élaboration des politiques culturelles (politiques participatives).

Si l'évaluation était axée sur une finalité académique, elle affichait également un objectif opérationnel : faire progresser le débat concernant les futurs

travaux de ces groupes d'« experts analystes ». Cela suffirait-il de continuer avec de tels groupes, ou faudrait-il substantiellement changer le mode de fonctionnement, « professionnaliser » le travail des groupes NPC, ou au moins leurs activités de recherche ? Il était important de développer un nouvel ensemble de recommandations car il était devenu évident que le rythme d'élaboration des programmes variait d'un pays à l'autre. Les raisons de ces variations étaient parfois simples, s'expliquant par des différences régionales comme les sphères académiques et culturelles développées dans certains pays (Liban, Maroc, Égypte), une société civile complètement inexistante dans le domaine de la culture dans d'autres (Libye, Yémen) et des situations politiques extrêmement mauvaises – des guerres et conflits (Irak, Syrie et Yémen).

Pour cette raison, il était nécessaire de dresser un aperçu qui prenne en compte la réalité de chaque pays, mais également les spécificités de chaque groupe qui se compose, dans certains cas, exclusivement de professionnels du secteur indépendant, dans d'autres, de chercheurs, ou même de représentants du secteur public. Les méthodes de recherche comprenaient des recherches documentaires, des visites sur le terrain, des interviews Skype (Jordanie, Palestine, Irak, Syrie, Mauritanie) et des questionnaires (Irak, Yémen).

## Enjeux

Bien qu'assez peu développée, la société civile dans le domaine des arts et de la culture a grandement participé, de concert avec les artistes et les opérateurs culturels, à différents mouvements pour la démocratie, mouvements qui se sont multipliés dans le monde arabe depuis 2011. Plusieurs années auparavant, une forme particulière de réseau (à travers des programmes de « capacity building » proposés par Al Mawred Al Thaqafy) fut établie parmi les professionnels du domaine culturel. Les initiatives politiques, les manifestations et l'énergie artistique qui ont envahi l'espace public ont engendré une sphère publique panarabe spécifique, dont de nombreux acteurs voulaient davantage s'impliquer et ainsi réellement contribuer aux

changements culturels, sociaux et politiques dans leurs pays. Al Mawred proposait un soutien logistique aux personnes engagées dans le domaine culturel cherchant à créer des groupes d'analyse et d'élaboration de politiques, en mettant l'accent sur les besoins, les problématiques et les défis culturels nécessitant des instruments innovants de la politique culturelle. Les responsables d'Al Mawred et leurs sponsors ont organisé les premiers rassemblements des professionnels de la culture. Le processus de création des groupes nationaux de politiques culturelles (GNPC) variait d'un pays à l'autre, selon leur situation socio-politique, les capacités et la vision des membres fondateurs, leurs moyens de recherche, mais aussi selon la volonté, ou non, des services publics du domaine de la culture de participer au projet et le désir du secteur indépendant à collaborer avec eux.

Après quatre ans, l'évaluation de cette initiative est devenue nécessaire afin faire progresser le débat concernant les travaux à venir. Suffirait-il de continuer dans la même direction, ou faudrait-il substantiellement changer le mode de fonctionnement, « professionnaliser » le travail des groupes PCN, ou au moins leurs activités de recherche ? Il était important de développer un nouvel ensemble de recommandations, car il était clair que le rythme d'élaboration des programmes variait d'un pays à l'autre. Dans chaque pays, la situation dans laquelle se trouvent les arts et la politique culturelle est différente, autant que le degré de protection qu'assurent les politiques culturelles aux droits culturels (liberté d'expression, diversité culturelle, accès à la culture). Parallèlement, le niveau d'éducation universitaire, particulièrement dans les domaines des sciences sociales et humaines, est différent (en accord avec les niveaux de liberté d'expression). Dans certains pays, diverses institutions académiques font face à des problèmes socio-culturels et politiques pertinents (Liban, Maroc, Tunisie, Égypte), alors que dans beaucoup d'autres, elles n'existent même pas. Cette situation, particulièrement difficile, complique la recherche d'opérateurs intéressés par un travail dans le domaine de la politique culturelle. En effet, il existe des pays où il s'avère difficile de créer une ONG, où la société civile n'est pas impliquée dans la culture et où la situation politique – guerres et conflits (Irak, Syrie, Yémen) – est

extrêmement mauvaise.

Cette initiative fait suite à l'existence, dans la région, d'un certain nombre de défis et de problèmes communs en lien avec le développement du secteur culturel, et particulièrement en ce qui concerne l'introduction du débat sur les politiques culturelles au sein de la société. Parallèlement, il est apparu évident qu'il existait d'énormes divergences dans les domaines culturels où l'on mène, de manière symbolique, des combats sociaux cruciaux : Islam contre laïcité ; identité nationale monoculturelle contre reconnaissance de la diversité ; tradition contre mondialisation et occidentalisation ; structures sociales rigides contre modernité, etc. Particulièrement important est le sentiment d'humiliation (Moisi 2010) qui, dans la sphère culturelle, mène à la radicalisation et l'islamisation. Les politiques culturelles devraient donc être un des moyens principaux pour combattre ce sentiment qui « plombe » toute la région.

Plus particulièrement, le but de ce programme est de fournir aux chercheurs, aux praticiens de la culture et aux artistes une opportunité de réfléchir de façon constructive aux problèmes cruciaux influant sur la vie culturelle de leurs pays, d'essayer de trouver des réponses et des arguments susceptibles de se traduire en instruments de politique culturelle, voire même de politique publique, permettant une participation civique plus démocratique.

## Méthodologie

Le but de cette étude était d'évaluer la capacité de chaque groupe national à jouer un rôle dans l'amélioration de l'environnement professionnel culturel de son pays, à analyser à quel point la création de chaque groupe est démocratique et représentative, et dans quelle mesure la structure, les mécanismes, les ressources et l'expérience de chaque groupe national sont à même de répondre aux objectifs fixés. Enfin, sont-ils capables de poursuivre ces objectifs indépendamment, sans le soutien d'Al Mawred (quel est leur impact et les résultats déjà obtenus, ainsi que les besoins des groupes au niveau légal, financier, administratif, organisationnel, cognitif, etc.) ?

Cette étude a été menée en combinant plusieurs méthodes : visites sur le terrain (Maroc, Algérie, Tunisie, Liban et Égypte) comprenant des entretiens avec les membres et des groupes de discussion représentatifs (habituellement avec le noyau des membres fondateurs, un groupe de bénéficiaires potentiels ou des opérateurs culturels indépendants) ; des interviews Skype (Jordanie, Irak, Palestine et Mauritanie) et des questionnaires (Yémen). Certaines de ces visites sur le terrain ont eu lieu dans un pays autre que celui analysé : en Égypte pour le Soudan, où sont réfugiés bon nombre de praticiens culturels qui ont fui la répression, et au Liban pour la Syrie, que les ONG aussi bien que les individus ont fui. Bien entendu, cela a une incidence sur les résultats de l'analyse, les chercheurs n'ayant pas pu s'entretenir avec la population vivant dans le pays.

Le moment choisi pour cette recherche n'était pas idéal pour certains de ces groupes, dont le travail avait à peine commencé, avant d'être interrompu par la guerre et les conflits internes (Irak, Yémen et Syrie). Paradoxalement, c'était aussi le meilleur moment pour mener cette étude dans des pays comme l'Égypte, le Maroc et l'Algérie, où le travail des groupes ont porté leurs fruits mais est désormais à l'arrêt pour différentes raisons. D'autres groupes (en Tunisie, Jordanie et au Liban) ont été créés sans qu'ils aient eu l'occasion d'entreprendre leur travail. À cause de tout cela, bien que cette recherche fût conçue comme évaluative, nous avons adopté un rôle proactif en introduisant des méthodes de recherche-action (influencer et stimuler les interlocuteurs afin d'entamer ou reprendre les discussions et les opérations, en fonction de leur stade de développement).

L'analyse documentaire constituait une partie importante de notre travail de recherche et comprenait aussi bien les documents produits par les GNPC que d'autres textes et documents similaires, produits par d'autres auteurs dans et en dehors de la région. L'analyse de contenu faite des campagnes vidéo (Égypte, Soudan) a été réalisée dans une optique qualitative et non quantitative. Parfois, le rapport digresse et s'attarde sur certaines mesures ou questions de politique, comme l'éducation artistique, mais celles-ci devraient faire

l'objet de recommandations ultérieures, propres à chaque pays.

Les méthodes d'interprétation et de modélisation, nécessaires pour chaque recherche évaluative des politiques, ont été utilisées dans la présentation finale des résultats de recherche. Après plusieurs visites, il est devenu évident que l'élaboration d'un ensemble de recommandations à destination de tous les GNPC et Al Mawred allait s'avérer compliqué. Ce rapport est partagé en plusieurs ensembles de recommandations spécifiques faites aux groupes NPC de chaque pays, à Al Mawred et au programme en tant que tel. Dans ce dernier ensemble de recommandations, nous avons pris en compte les opinions et suggestions fournies par différents groupes, mais adapté en fonction de résultats de recherche plus complets afin de produire des solutions applicables dans toute la région (les recommandations étant parfois contradictoires, comme lorsqu'ils étaient trop spécifiques à un pays ou un groupe).

L'évaluation du travail des groupes NPC devait répondre à la question suivante : quels étaient les rôles joués par les groupes NPC et les résultats de leur travail, mais aussi quels seront leurs rôles dans le futur ? Ces rôles ont-ils changé en cours de route, et comment ont réagi les groupes face aux pressions internes (secteur culturel), mais aussi externes (problèmes gouvernementaux ou sociaux) ?

## Résultats de la recherche

Contexte actuel et perspectives futures : les opérateurs culturels sont employés par l'État, souvent indépendamment de leurs capacités, alors que de nombreux artistes restent livrés à eux-mêmes dans un marché inexistant, sans même avoir la possibilité de travailler dans les écoles (l'éducation artistique est inexistante ou en déclin).

Contexte politique défavorable: les groupes doivent travailler dans un contexte politique défavorable. D'autres agents du changement évoluent dans ces domaines (de transformation démocratique, d'élaboration de politiques publiques) et agissent de

manière implicite ou explicite (comme les groupes de défense des droits de l'homme qui luttent pour la liberté d'expression). Le succès à venir des groupes NPC relève donc plus de leurs efforts dans les échanges avec d'autres agents et dans le développement d'un projet global de recherche-action concernant la politique culturelle, que du développement de leurs compétences et aptitudes.

L'éducation dans le domaine de la politique culturelle: la politique culturelle n'est pas reconnue comme une discipline académique et il n'existe aucun institut capable de répondre de manière systématique à ce problème. Il existe, cependant, certaines publications et contributions individuelles à la recherche, mais elle ne fait l'objet ni de discussions, ni d'une utilisation par la communauté professionnelle (par exemple, le livre *Pour un Maroc de la culture : actes du colloque*, propose de nombreuses recommandations en ce qui concerne l'élaboration des politiques publiques, mais rien ne semble indiquer le moindre suivi). Les groupes NPC ont donc pallié à ce manque en essayant de régler plusieurs problèmes urgents de la vie culturelle contemporaine. Les questions soulevées touchaient à des domaines très variés : de la liberté d'expression (Dragicevic Sestic 2014) aux statuts des artistes, de l'accessibilité et droit à la culture aux droits des minorités et utilisation de leur langue. Il est évident que les besoins varient d'un pays à un autre et en fonction des intérêts et capacités propres aux différents groupes NPC.

La première phase du travail des GNPC s'est déroulée avec succès dans la moitié des pays : il s'agissait de sensibiliser aux concepts de la politique culturelle, au processus (non-)démocratique d'élaboration des politiques et à l'importance des effets qu'elle entraîne pour le quotidien des communautés artistiques, et plus encore pour la communauté dans son ensemble (participation, accessibilité, etc). Cette sensibilisation s'est faite, et devrait continuer de se faire, parmi les décideurs (hommes politiques et administrations publiques), les médias et l'opinion publique critique, parmi les opérateurs culturels et dans d'autres secteurs liés à la culture (de l'enseignement à l'économie créative et au tourisme). Cette dimension interdisciplinaire de la

recherche en matière de politiques culturelles demeure à « découvrir » dans la région.

La visibilité des groupes NPC; les discussions initiées par les groupes NPC ont eu pour effet d'amener le débat concernant la politique culturelle sur la place publique. Néanmoins, le rôle des ministères de la Culture a été souligné, étant donné qu'ils sont considérés comme des agents clés de l'établissement de règles et de l'instauration de possibles changements. La plupart des groupes ont indiqué qu'actuellement, le problème principal est que les ministères (et donc les politiques) changent régulièrement, conséquence de l'instabilité des gouvernements. C'est un signe de « personnalisation » de la politique culturelle et d'absence de toute procédure systématique dans les prises de décision, bien que de nombreux agents publics interrogés insistent sur le fait que plusieurs procédures (comme une concurrence entre les projets et des jurys) aient été instituées à travers la région.

## Bibliographie

- Al Mawred Al Thaqafy 2010. *Cultural Policies in Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria and Tunisia, An Introduction*, group of authors, Cairo, Amsterdam: Culture Resource, European Cultural Foundation, Boekmanstudies.
- Dragicevic Sestic, Milena 2016. 'Telling Stories about a Culture of Resistance and Dissent', in *12 Impossible: Stories by Rebellious Arab Writers*, European Cultural Foundation, pp. 05-09.
- Dragicevic Sestic, Milena 'Opening Horizons: The Need for Integrated Cultural Policies in the Arab World', 2010. In: *Cultural Policies in Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria and Tunisia, An Introduction*, group of authors, Cairo, Amsterdam: Culture Resource, European Cultural Foundation, Boekmanstudies, pp. 227-261.
- ENCPG - The Egyptian National Cultural Policy Group 2012, *Proposal for a General Framework for a New Cultural Policy in Egypt*, Submitted to: The People's Assembly Culture, Media and Tourism Committee, 19 March 2012.

Ettijahat 2013 Current developments in Cultural Policies, the General summary of the report (Morocco, Algeria, Egypt, Syria), January 2013.

Hajj Ali, Hannan ed. 2010. An Introduction of Cultural Policies in the Arab Region, The Beirut World Book Capital.

Moisi, Dominique, 2010, Geopolitics of emotion : How Cultures of Fear, Humiliation, and Hope are Reshaping the World, Anchor Books.

Pour un Maroc de la culture: actes du colloque (travaux des cinq commissions: Livre, Cinema, arts Plastiques, Musique et Dance, Theatre), Casablanca 2012.

Documents concernant les projets de la société civile libanaise :

- The Civil Campaign to Protect The Dalieh of Raouche <http://dalieh.org/competition.html#>
- Campaign for Beirut theatre <http://spatiallyjustenvironmentsbeirut.blogspot.com/2011/08/image-by-caroline-tabet-of-theater-of.html>
- The preservation activist project Yellow House, <http://www.beitbeirut.org/>

Documents concernant les projets de la société civile palestinienne :

- Aruri Naseer, Is the two state settlement still viable?, Center for Refugee Rights, Aidoun, 2010
- Right of return in International Law and UN resolutions, Palestinian Refugee Rights series 2, prepared by Jaber Suleiman, 2009

Documents concernant le groupe NPC syrien, Beyrouth: Ettijahad:

- The role of culture and arts in achieving reconciliation and civil peace in countries where that whiteness violent conflicts, Rama Naima
- Questionnaire of the priorities of the activities 2013, analyzed by Rama Naima
- The power point of the suggested methodology for setting up cultural policy of Syria
- Syrian civil society scene prior to Syrian revolution

Nabta Arts and Cultural Center 2014. Art VS War, Cairo  
<https://www.youtube.com/watch?v=1ZJXOerSEQI>

1 Chair Unesco et Professeur à l'Université de Belgrade, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen en Administration de Projets Culturels